



*Département
Opinion
Publique*

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Le Monde

Les Français et la réforme de l'État

Mai 2008



Note méthodologique

Etude réalisée pour : **Acteurs Publics - Le Monde**

Echantillon : Échantillon de **1003** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.

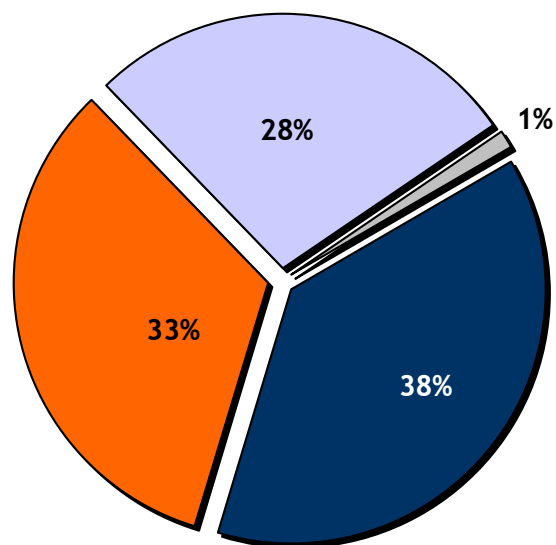
Dates de terrain : Du 2 au 3 mai 2008



Les résultats de l'étude

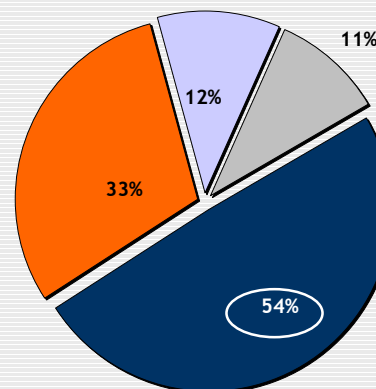
Le jugement sur le rythme de la réforme de l'État

Question : En matière de réforme de l'État, diriez-vous que le gouvernement va trop vite, pas assez vite ou comme il faut ?

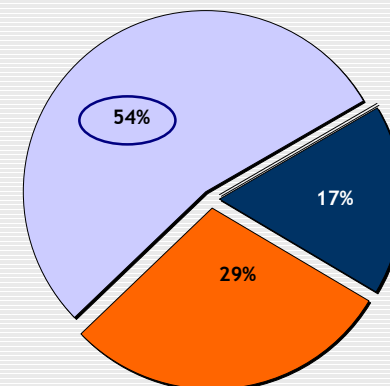


■ Trop vite
■ Pas assez vite
■ Comme il faut
■ Ne se prononcent pas

Un jugement clivé politiquement ...

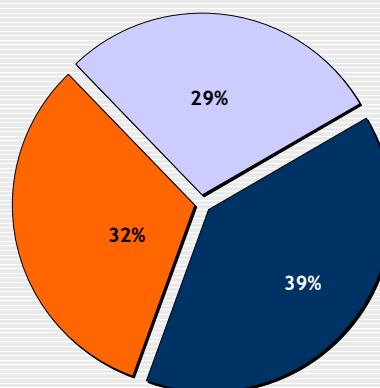


Sympathisants du Parti Socialiste

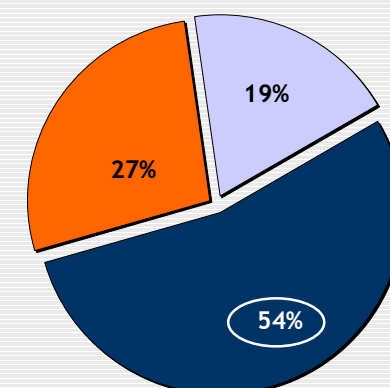


Sympathisants de l'UMP

... et selon le statut de l'interviewé



Salariés du secteur privé

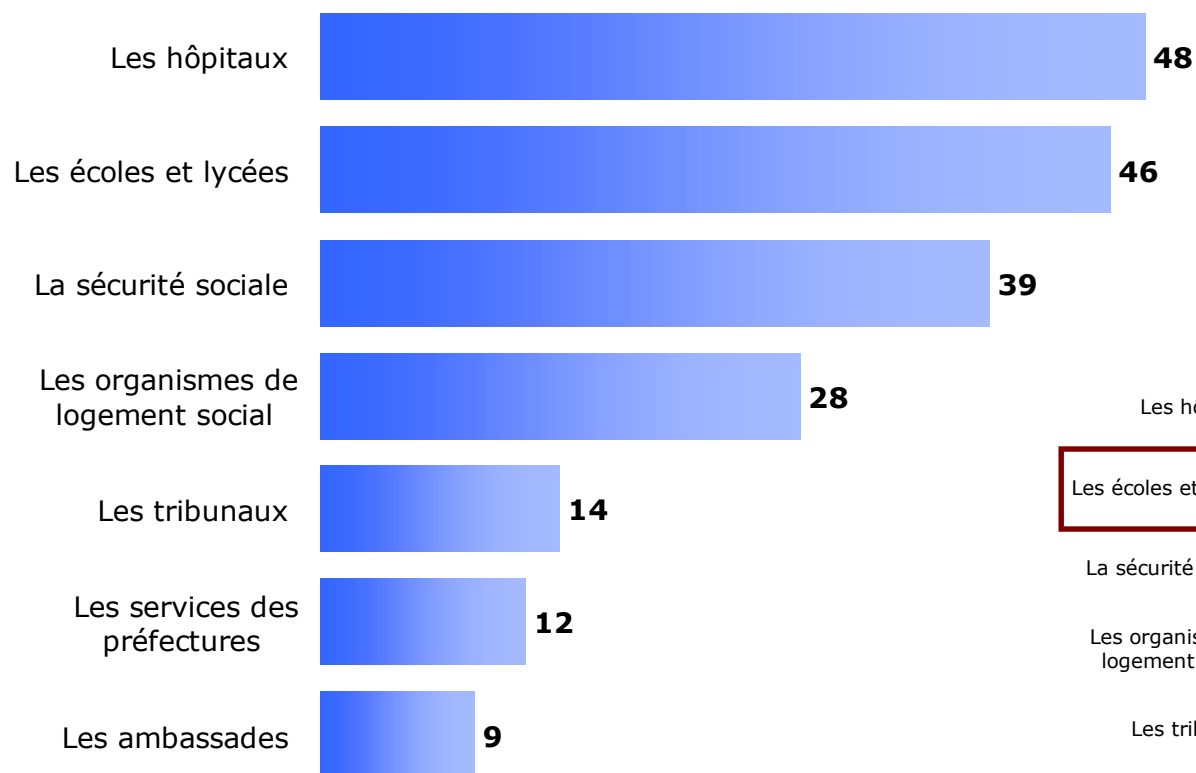


Salariés du secteur public

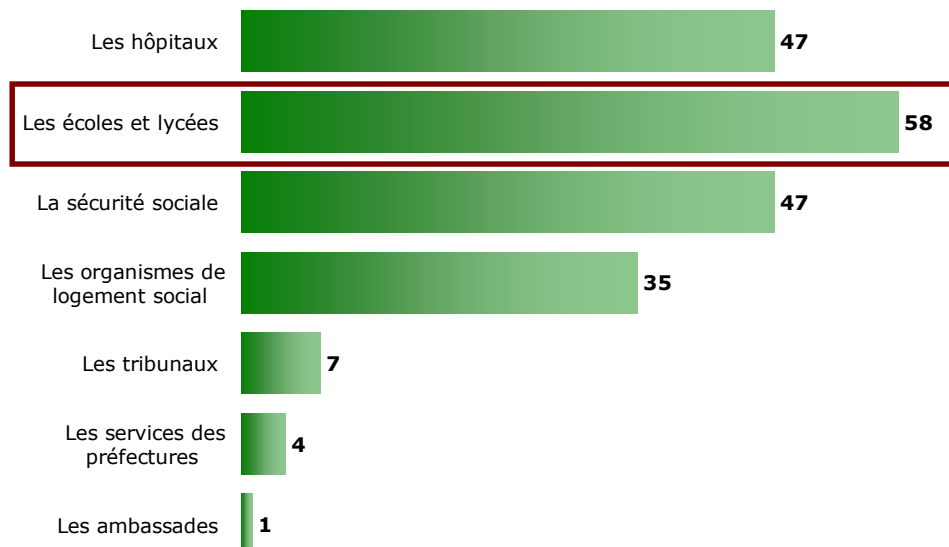
Les services publics à réformer en priorité

Question : Et selon vous, parmi les services publics suivants, quels sont ceux qu'il faudrait réformer en priorité ?

- Ensemble -



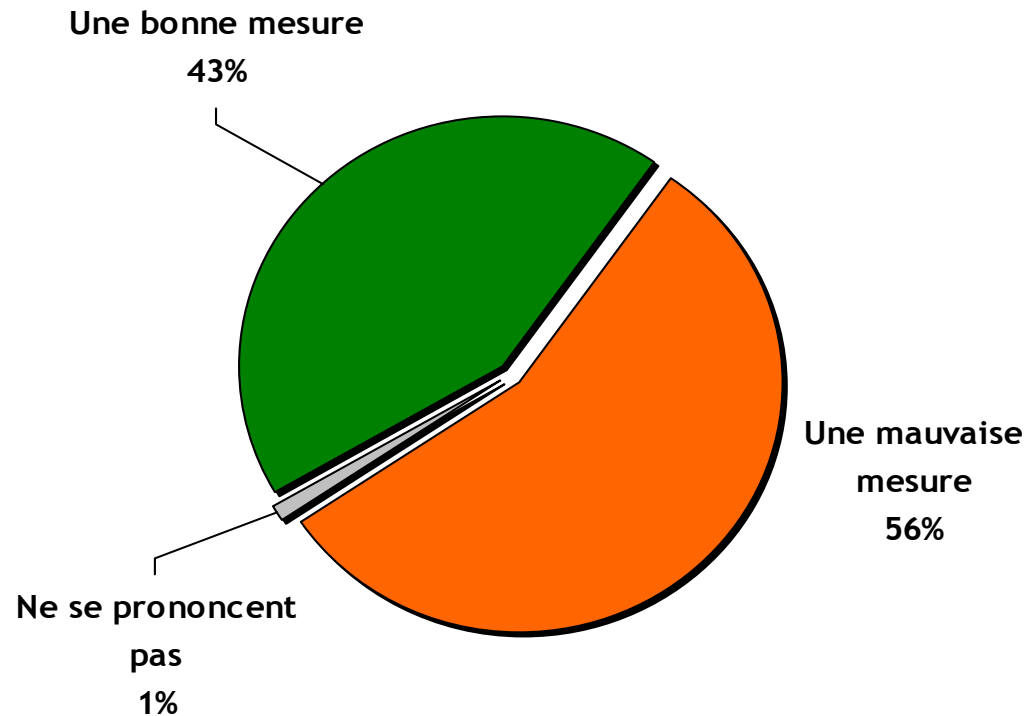
Les 18-24 ans réclament majoritairement une réforme des écoles et des lycées



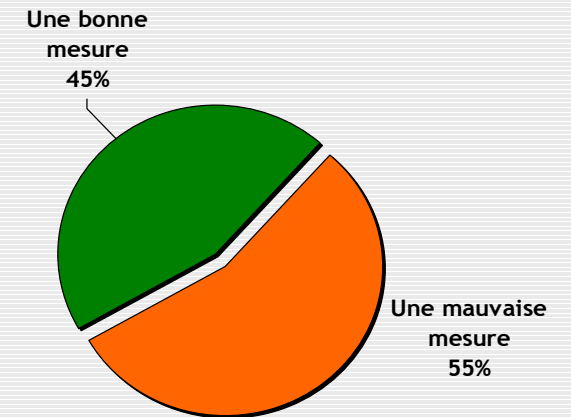
(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

L'adhésion au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite

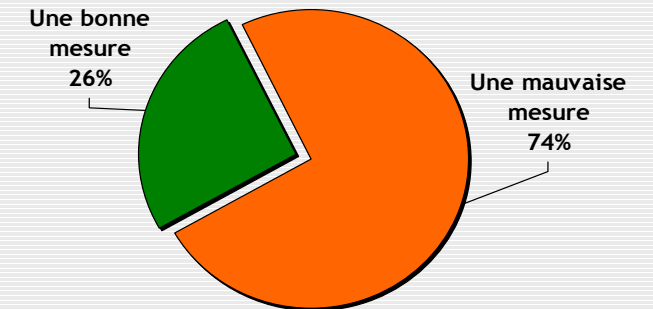
Question : Dans le cadre de la réforme de l'État, Nicolas Sarkozy et le gouvernement ont décidé de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Vous personnellement, estimez-vous que c'est une bonne mesure ou une mauvaise mesure ?



Salariés du secteur privé



Salariés du secteur public





Les principaux enseignements

Dans le cadre des Rencontres de la modernisation de l'État, organisées les 8 et 9 juillet prochains, Acteurs Publics, en partenariat avec Le Monde a demandé à l'Ifop de passer au crible de l'Opinion ce concept de modernisation, au cœur de la réforme de l'État, à la fois nœud gordien et laboratoire des chantiers à venir dans la sphère publique.

1. Un débat sur le rythme de la réforme de l'État.

Interrogés en premier lieu sur le rythme de la réforme de l'État impulsée par le gouvernement, les Français font part de jugements équilibrés, partageant leurs réponses de manière quasi équivalente entre sentiment que les choses vont trop vite (38%) et perception que la réforme ne va pas assez vite (33%).

Il n'en reste pas moins que la légitimation du rythme gouvernemental quant à la réforme de l'État ne concerne qu'une minorité de personnes interrogées : seules 28% d'entre elles considèrent que le rythme de cette réforme de l'État est satisfaisant. Une autre lecture de ces résultats accreditte toutefois l'hypothèse que l'opinion exprime clairement son opposition à l'idée d'une pause ou d'un ralentissement du rythme de la réforme de l'État puisqu'à peine quatre personnes interrogées sur 10 estiment que celle-ci va trop vite.

Dans le détail des réponses, l'évaluation de ce tempo de la réforme de la sphère publique révèle d'abord un clivage générationnel. Celui-ci oppose des plus jeunes déplorant un rythme insuffisamment rapide (41% chez les personnes âgées de moins de 35 ans) aux personnes âgées de 50 à 64 ans - segment de population qui apparaît le plus souvent depuis le début du quinquennat comme le plus réservé sur les réformes que ce soit leur rythme ou leur contenu - jugeant au contraire ce rythme trop rapide.

Surtout, au delà de la génération, cette appréciation du tempo gouvernemental entraîne une double ligne de fracture. Celle-ci est d'une part de nature politique : une majorité de sympathisants de gauche vilipende le rythme trop rapide de la réforme de l'État (55% et jusqu'à 61% des sympathisants communistes) alors qu'ils ne sont que 20% parmi les proches de la droite. Émerge d'autre part un clivage selon le statut des interviewés. Il est en effet frappant de constater que les salariés du secteur public, à savoir la catégorie concernée au premier chef par la réforme de l'État, considèrent que cette réforme est engagée par le gouvernement à un rythme trop rapide (54%). Ils sont deux fois moins nombreux à juger au contraire un rythme pas assez rapide.

Les racines de cette posture critique des salariés du secteur public tient sans doute davantage à un déficit d'information sur les tenants et aboutissants de la réforme de l'État qu'à une opposition frontale à cette dernière. A cet égard, une récente enquête de l'Ifop réalisée auprès de fonctionnaires (1) montrait que si 78% d'entre eux se déclaraient mal informé à l'égard d'une réforme de l'État, génératrice d'inquiétudes (62%), 73% jugeaient cette réforme nécessaire.

(1) Sondage Ifop pour Accenture et Les Echos, réalisé en novembre 2007 auprès d'un échantillon de 809 fonctionnaires, représentatif des agents de la fonction publique d'Etat et Territoriale.

2. Des services à réformer en priorité au cœur du quotidien des Français .

Au delà de cette perception du rythme de la réforme de l'État, se pose la question des services publics sur lesquels cette mutation doit opérer en priorité. Dans ce cadre, il est frappant de constater que les Français souhaitent voir réformer les services publics qui touchent le plus leur vie quotidienne. Au contraire, on observe un niveau d'attentes tenu s'agissant des services public avec lesquels les interviewés ont le plus souvent peu voire pas du tout de contacts : les ambassades (9%), les services des préfectures (12%) voire les tribunaux (14%). Ce dernier chiffre s'explique également sans doute par le fait que pour une partie du grand public, la Justice a déjà fait l'objet d'une réforme, celle de la carte judiciaire.

A l'inverse, les demandes de réformes visant des services publics se cristallisent sur les hôpitaux (48%) ainsi que sur les écoles et lycées (46%), à un degré moindre la sécurité sociale (39%) et les organismes de logement social (28%). Outre leur inscription dans le quotidien des Français, les deux services les plus mentionnés se trouvent au cœur des débats sur la réforme de l'État que ce soit l'hôpital dont on sait qu'il contribue largement au déficit de l'Assurance Maladie et dont la réforme vient d'être annoncée à la suite du rapport Larcher, ou l'école, institution au centre des débats sur la diminution du nombre des fonctionnaires.

Ce classement de services publics à réformer prioritairement ne varie guère en fonction de la catégorie socio-démographique ou de la proximité politique des personnes interrogées. Tout juste observe-t-on quelques nuances : les femmes plus en prise sur le quotidien citent davantage l'hôpital (54%, 42% pour les hommes) et les organismes de logement social, les moins de 25 ans appellent majoritairement de leurs vœux une réforme de l'école (58% contre 44% seulement pour les 25-34 ans). Enfin, les sympathisants de droite sont plus nombreux que la moyenne à souhaiter une réforme de la sécurité sociale.

3. Un rejet majoritaire du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux

Enfin, au delà des types de services publics à réformer en priorité, les personnes interrogées ont été amenées à s'exprimer sur la mesure, emblématique de cette réforme de l'État et sur laquelle se concentre à la fois l'intérêt de l'opinion et la controverse dans les champs politiques et syndicaux : le projet gouvernemental visant à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Là, une majorité de Français (56%) estime que cette disposition est une mauvaise mesure. Il convient toutefois de ne pas négliger la part d'interviewés qualifiant ce projet de bonne mesure (43%) et de ne pas omettre une certaine évolution de l'opinion depuis l'inscription de cet enjeu dans l'agenda politico-médiatique. En effet, dans une enquête réalisée pour le Journal du Dimanche(2), cent jours après l'élection de Nicolas Sarkozy, « l'annonce du non-remplacement de plus de 22 000 fonctionnaires partant à la retraite » n'avait suscité que 38% de satisfaits contre 61% de mécontents.

(2) Sondage Ifop / JDD réalisé par téléphone du 9 au 10 août 2008 auprès d'un échantillon de 955 personnes âgées de plus de 18 ans (méthode des quotas)

Dans le détail, cette question du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux provoque sans surprise de profonds clivages en fonction de la catégorie socio-démographique d'appartenance. Ainsi, l'opposition à cette mesure s'avère la plus massive auprès des personnes âgées de moins de 35 ans (mauvaise mesure : 63% voire 65% parmi les 25-34 ans) puis décline au fur et à mesure de l'avancée en âge pour descendre en dessous des 50% auprès des personnes âgées de plus de 65 ans (45%). S'agissant de la catégorie socioprofessionnelle, les artisans et commerçants apparaissent comme les principaux soutiens au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux (69%) alors que ce projet fait l'objet d'un très net rejet de la part des catégories populaires (respectivement 76% des employés et 65% des ouvriers estiment que cette mesure est mauvaise) et des professions intermédiaires (61%).

De la même manière, ce dispositif gouvernemental est fortement refusé par les salariés du secteur public (74%) et à un degré moindre par ceux du secteur privé (55%).

D'un point de vue politique, on ne sera pas étonné de relever de très nettes fractures entre des sympathisants de gauche très mobilisés face à ce qu'ils perçoivent comme une atteinte au Service Public (79%) et des proches de la droite majoritairement en soutien (bonne mesure : 67%) à une mesure qui figurait dans le programme présidentiel du candidat Nicolas Sarkozy. Néanmoins, un tiers du « peuple de droite » n'apparaît pas convaincu par la nécessité de ce dispositif.

Notons enfin qu'une majorité d'interviewés (56%) considérant précédemment que la réforme de l'État n'allait pas assez vite, juge mauvaise le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, mesure sans doute jugée pas assez radicale dans la perspective de la réforme de l'État.

Frédéric Dabi

Directeur du département d'Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop.